

AP n° 2025-MD-170-IC

ARRÊTE PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE
à l'encontre de la société MAISON BURTIN DEPUIS 1933 concernant son activité
située sur le territoire de la commune de EPERNAY (51200)

Le Préfet de la Marne
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2251 (préparation, conditionnement de vins) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2004-A-51-IC du 27 avril 2004 autorisant la société MAISON BURTIN (ex. MARNE ET CHAMPAGNE) à exploiter une installation de vinification ;
Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 02 juillet 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;
Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'article 5.11 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2004-A-51-IC du 27 avril 2004 précité dispose que « [...] *Les résultats des mesures doivent être transmis mensuellement à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires sur les causes de dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.* » ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 05 juin 2025, il a été constaté que :

- les résultats d'autosurveillance ne sont pas transmis à l'inspection des installations classées via la plateforme GIDAF ;
- les causes de dépassements ne sont pas commentés par l'exploitant ;
- les actions correctives ne sont pas mises en place.

CONSIDÉRANT que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où les non-conformités constatées peuvent engendrer un risque pour l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8 du Code de l'environnement dispose que « *1.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine [...]* » ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société MAISON BURTIN DEPUIS 1933 de respecter l'article 5.11 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2004-A-51-IC du 27 avril 2004, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

ARRÊTE

Article 1 : Objet de la mise en demeure

La société MAISON BURTIN DEPUIS 1933, située 22 rue Maurice Cerveaux à Epernay (51 200) exploitant une installation de vinification située à la même adresse est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article suivant du présent arrêté.

Article 2 : Autosurveillance

L'exploitant est mis en demeure de respecter, pour l'exploitation de son installation de vinification, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- l'article 5.11 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2004-A-51-IC du 27 avril 2004 qui dispose que « *Les résultats des mesures doivent être transmis mensuellement à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires sur les causes de dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.* »

L'exploitant transmettra à M. le Préfet de la Marne (avec copie à l'inspection des installations classées : DREAL Grand Est - Unité Départementale de la Marne - ud51.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr), les justificatifs de mise en conformité.

Article 3 : Sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 4 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : Délai et voies de recours

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex, par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée, soit par courrier, soit par le biais du site téléprocédures www.telerecours.fr.

Article 6 : Exécution et diffusion

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à Madame le maire d'EPERNAY qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite à la société MAISON BURTIN DEPUIS 1933, 22 rue Maurice Cerveaux, 51 200 EPERNAY.

Châlons-en-Champagne, le

28 JUIL. 2025

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général

Raymond YEDDOU



